

Appel à communications : “Environnement, villes et pouvoirs”

Alors que les enjeux environnementaux prennent une place croissante dans tous les esprits, force est de constater que les acteurs qui ont un pouvoir sur ces questions n’en tirent pas toutes les conséquences, quelle que soit l’échelle d’action territoriale : les attermolements de la COP24, la polarisation des oppositions autour des projets d’aménagement, ou encore les contradictions dans les modes de vie des individus nous le rappellent. Cela est en particulier le cas pour les territoires urbains, dénoncés comme des centres d’hyper-consommation des ressources, producteurs d’injustices et qui sont parfois détestés et fuis pour des raisons environnementales ou hygiéniques (Baubérot, Bourillon, 2009).

Ces enjeux relatifs aux rapports entre nature et société font l’objet d’interrogations par les chercheur·es en sciences humaines et sociales, en particulier depuis les années 1990-2000. Au-delà des analyses produites par les chercheur·es sur les politiques environnementales menées depuis les années 1970 dans la plupart des territoires, la notion d’environnement conduit à porter un regard neuf sur des phénomènes historiques, géographiques ou sociaux significatifs des rapports entre les sociétés et leurs milieux.

Nous nous proposons d’interroger ces rapports selon trois axes, qui peuvent être combinés dans les communications proposées :

1. Déconstruire les discours sur l’environnement dans les politiques urbaines

Les politiques d’urbanisme se justifient désormais par l’attention plus grande vis-à-vis des questions environnementales et du développement durable. Mais cette “nature” n’est la plupart du temps que le support de pratiques humaines - activités sportives, cadre de vie agréable, ... Aussi, cette journée d’études vise à déconstruire le lexique des politiques publiques dans ses aspects politiques et économiques. **Quelles sont les logiques d’acteurs à l’œuvre lorsqu’il s’agit de rendre la ville “plus verte”, “plus saine” ou “plus efficiente” ?** Ces termes méritent d’être remis en question et interrogés dans leur épaisseur historique, territoriale et sociale. Ce "regard environnemental" (Massard-Guilbaud, 2007) sur les villes permet notamment de se pencher sur le rôle des acteurs "non-humains" (animaux, végétaux) dans l’aménagement des territoires ou encore de déconstruire l’idée de nature et de (re)discuter son rôle dans la ville aux côtés ou avec les populations. Les questions de nuisances environnementales ou de gestion des ressources, au centre de bon nombre d’études urbaines, sont également loin d’être épuisées pour les chercheur·es, notamment dans leur utilisation dans des mobilisations sociales.

2. Résister face aux inégalités environnementales

En effet, depuis l’avènement de la société industrielle au XVIIIe siècle, de nombreuses mobilisations liées à l’environnement ont émergé. Celles-ci ont pu consister en des luttes contre les dégradations de la qualité de l’environnement urbain, telles que la pollution industrielle ou automobile. Par ailleurs, nombre d’entre elles se sont attachées à questionner la dimension environnementale des différents rapports de domination à l’œuvre dans la société. Les notions d’inégalités, de justice et d’injustice environnementales se sont ainsi développées, d’abord aux Etats-Unis puis plus généralement dans le monde, tant comme catégories d’action militante que dans la littérature en sciences sociales. Ces notions visent à souligner et dénoncer la moindre qualité environnementale du milieu urbain et la plus grande vulnérabilité aux risques que subissent les groupes sociaux dominés en ville, en termes de classe et de "race" (Bullard, 1990 ; Cuesta Camacho, 1998).

En quoi la recherche sur les inégalités en sciences sociales est-elle renouvelée par la prise en compte de leur dimension environnementale ? Il peut être intéressant d'étudier l'apport spécifique de l'étude des mobilisations pour la justice environnementale (Moreau et Laigle, 2018) pour mieux comprendre les mouvements sociaux historiques ou contemporains, ou examiner l'institutionnalisation des notions de justice environnementale et de protection de l'environnement (Bullard et Johnson, 2000). De même, l'impact de ces nouvelles politiques publiques sur la (re)production des rapports de domination en ville mériterait d'être questionnée.

3. Vers des *environmental studies* ? Transferts et interdisciplinarité, l'environnement dans les pratiques des chercheurs

Cette richesse des questionnements sur l'environnement, la ville et le pouvoir dans différentes sciences sociales nous invite également à réfléchir sur les concepts et notions mobilisés. Quelle place pourraient avoir la "nature", l'environnement physique dans des disciplines comme l'histoire, l'archéologie, l'anthropologie et même la géographie, pensées et organisées autour de l'humain, alors que le "non-humain" devient un objet de sciences sociales ? Plusieurs concepts, outils intellectuels ont été développés ou empruntés aux sciences expérimentales, sans qu'ils soient nécessairement définis de la même manière au sein de chaque discipline. On constate ainsi régulièrement la polysémie de certains concepts et outils intellectuels d'une discipline à l'autre. "environnement", "nature", "milieu", "humain" et "non-humain" pour n'en citer que quelques-uns, en sont des exemples. Aussi deux questions se posent ici. La première est celle de la transversalité, de la mise en regard de concepts tels que "écosystème" (Crutzen, 2002) ou "anthropocène" (*Annales HSS*, 2017). **Comment ces concepts peuvent-ils être questionnés en fonction des disciplines, réemployés de l'une à l'autre ?** Peut-on définir une science sociale environnementale à travers leur usage ? L'autre question est celle de l'apport de ces concepts issus des recherches environnementales dans les façons de penser les rapports de pouvoirs au sein de nos sociétés. En quoi la recherche environnementale et particulièrement son appareil épistémologique enrichit-elle les réflexions sur le pouvoir et les rapports de force ?

Références bibliographiques

Dossier "Anthropocène", *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2017/2. <https://www.cairn.info/revue-Annales-2017-2.htm>

BAUBÉROT Arnaud et BOURILLON Florence (dir.), *Urbaphobie ou la détestation de la ville aux XIXe et XXe siècles : actes du colloque réuni à Paris 12 Val-de-Marne, les 8 et 9 mars 2007*, Pompignac, Bière, 2009, 351 p.

BULLARD Robert D. et JOHNSON Glenn S., « Environmental Justice: Grassroots Activism and Its Impact on Public Policy Decision Making », *Journal of Social Issues*, 2000, vol. 56, n° 3. [En ligne] URL : <https://works.bepress.com/johnsongs/2/>.

CRUTZEN Paul J., « Geology of mankind », *Nature*, 2002, vol. 415, p. 23.

CUESTA CAMACHO David Enrique, *Environmental injustices, political struggles: race, class, and the environment*, Durham, Duke University Press, 1998, 232 p.

LAIGLE Lydie et MOREAU Sophie, *Justice et environnement: les citoyens interpellent le politique*, Gollion, Infolio, 2018, 237 p.

MASSARD-GUILBAUD Geneviève, « Pour une histoire environnementale de l'urbain », *Histoire urbaine*, 2007, vol. 18, n° 1, pp. 5-21.

Modalités de soumission

Les intervenant·es seront invité·es à s'exprimer et à présenter des réflexions méthodologiques et/ou des cas d'étude pendant quinze minutes, suivies d'une dizaine de minutes de questions et d'échanges.

Un résumé d'une page au maximum de la communication proposée, ainsi qu'un court CV de l'auteur·e sont à envoyer aux adresses mail suivantes : marion.philippe@u-pem.fr et paulecat@hotmail.fr avant le 1er mai 2019. Une notification d'acceptation ou de refus des propositions sera délivrée le 15 mai 2019.

La journée se déroulera le vendredi 11 octobre 2019 sur le campus de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée (Champs-sur-Marne). Les frais de transport et d'hébergement des intervenant·es pourront être pris en charge par le laboratoire ACP.

Comité d'organisation

Louis Baldasseroni, doctorant en histoire.

Florent Chossière, doctorant en géographie.

Florence Costa, doctorante en géographie.

Paul Lecat, doctorant en histoire, paulecat@hotmail.fr

Tristan Loubes, doctorant en histoire.

Marion Philippe, doctorante en STAPS, marion.philippe@u-pem.fr

Comité scientifique :

Les membres du laboratoire ACP